



Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

**RENSEIGNEMENTS ACTUALISÉS SUR LE FONCTIONNEMENT
DU FONDS POUR L'APPLICATION DES NORMES ET LE
DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE**

NOTE DU SECRÉTARIAT¹

1 PRÉSENTATION

1.1. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) aide les pays en développement à renforcer leur capacité à mettre en œuvre les normes, les directives et les recommandations internationales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé animale et de préservation des végétaux afin de gagner et de maintenir un accès aux marchés. Plus spécifiquement, le Fonds sensibilise à l'importance du renforcement des capacités SPS et renforce la collaboration entre les fournisseurs d'assistance dans le domaine SPS. Il apporte également un soutien et un financement en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de projets qui favorisent le respect des normes et des prescriptions SPS internationales.

1.2. Le STDF est un partenariat établi par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). D'autres organisations menant des activités de coopération technique dans le domaine SPS, des donateurs contribuant au STDF et des experts de pays en développement participent activement aux travaux du Fonds. Les Secrétariats de la Commission du Codex Alimentarius et de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) y participent également.

1.3. Les délégués qui souhaiteraient obtenir des renseignements supplémentaires sur le STDF sont invités à en consulter le site Web et à s'abonner à sa liste de diffusion électronique.² La prochaine réunion du Groupe de travail du STDF se tiendra les **20-21 octobre 2016**.

2 SÉMINAIRE DU STDF SUR LA CERTIFICATION ÉLECTRONIQUE DANS LE DOMAINE SPS – JUIN 2016

2.1. Le séminaire du STDF tenu le 28 juin 2016 a réuni plus de 150 participants issus de Membres de l'OMC, d'organisations internationales et d'entreprises multinationales. Les intervenants ont partagé les connaissances les plus récentes et les bonnes pratiques concernant les systèmes automatisés utilisés à travers le monde et leurs effets sur la facilitation des échanges, grâce à la réduction des délais et des coûts. La certification SPS électronique peut contribuer à accélérer la circulation des produits alimentaires et agricoles, et à réduire les coûts de transaction. Elle peut y parvenir en améliorant la conformité aux réglementations et aux politiques, en limitant les erreurs et les cas de fraude, en facilitant la gestion des risques et en renforçant la confiance que s'accordent les partenaires. Des procédures, des institutions et une législation doivent être en place pour faciliter le passage d'un système de certification sur papier à un système de certification électronique.

2.2. Un podcast du séminaire et des copies des présentations sont disponibles sur le site Web du STDF.³ Un court document d'information sera publié d'ici à la fin de l'année pour donner des

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

² Voir: <http://www.standardsfacility.org/fr>.

³ Voir: <http://www.standardsfacility.org/STDF-eCert-Seminar>.

précisions sur la terminologie et présenter un aperçu des systèmes électroniques disponibles dans les domaines de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de la santé animale et de la préservation des végétaux.

3 ANALYSE CONJOINTE CIR/STDF SUR LES QUESTIONS SPS DANS LES EDIC

3.1. Le STDF et le Secrétariat du Cadre intégré renforcé (CIR)⁴ ont entrepris une étude conjointe dans laquelle ils analysent la manière dont les questions SPS sont traitées dans les études diagnostiques du CIR sur l'intégration du commerce (EDIC)⁵ et définissent les bonnes pratiques pour les futures études et leur mise en œuvre. Cette étude présente les bonnes pratiques et comprend plusieurs recommandations pratiques et stratégiques pour améliorer l'analyse des questions SPS dans le processus EDIC, renforcer la capacité à mettre en œuvre des actions SPS et encourager les synergies entre les processus relevant du CIR et du STDF. Il y est notamment recommandé de mieux utiliser les outils pertinents d'évaluation des capacités dans le domaine SPS et d'examiner les moyens de faire participer activement les organismes et ministères chargés des questions SPS au niveau national, ainsi que les organisations internationales (comme la FAO) au processus de l'EDIC. Une note d'information CIR/STDF indiquant la portée de ces travaux conjoints, leurs conclusions et les recommandations en résultant est disponible sur les sites Web du CIR et du STDF.⁶ L'étude sera publiée en novembre 2016 sur les sites Web du CIR et du STDF.

4 ÉTABLISSEMENT DE PRIORITÉS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENTS DANS LE DOMAINE SPS POUR L'ACCÈS AUX MARCHÉS (P-IMA)

4.1. En 2016, le STDF a publié le guide de l'utilisateur intitulé "Établissement de priorités dans les investissements dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés (P-IMA): un cadre pour éclairer et améliorer les processus de prise de décisions dans le domaine SPS". Une séance d'information sur le cadre P-IMA a été organisée pour les délégués chargés des questions SPS en marge de la réunion du Comité SPS en mars 2016, elle a suscité un vif intérêt. Jusqu'à présent, ce cadre a été utilisé pour établir des priorités parmi les options d'investissement dans le domaine SPS dans dix pays en développement qui diffèrent considérablement par l'ampleur et la diversité de leurs exportations de produits alimentaires et agricoles, et par leurs besoins en matière de renforcement des capacités SPS.⁷ Les expériences en ont mis en lumière les avantages, par exemple pour faciliter le dialogue public-privé sur les questions SPS, mieux sensibiliser les responsables politiques aux avantages du renforcement des capacités SPS, éclairer et améliorer les processus nationaux de planification et de prise de décisions dans le domaine SPS, soutenir l'élaboration de projets et mobiliser des ressources financières supplémentaires.

4.2. Le guide de l'utilisateur du cadre P-IMA et une courte note d'information peuvent être téléchargés sur le site Web du STDF.⁸ Les délégués des pays en développement qui souhaiteraient obtenir des renseignements supplémentaires sur la manière d'utiliser le cadre P-IMA et d'en tirer parti sont invités à contacter le Secrétariat.

5 ÉLABORATION DES PROJETS

5.1. Le STDF fournit des conseils et un soutien aux requérants sur les questions relatives à l'élaboration de projets dans le domaine SPS et finance des dons pour l'élaboration de projets (DEP). Des DEP pouvant aller normalement jusqu'à 50 000 dollars EU sont disponibles pour aider les bénéficiaires à formuler leurs besoins SPS et à élaborer des propositions de projet techniquement solides et durables. Ces dons peuvent être demandés aux fins suivantes: i) application d'outils d'évaluation des capacités SPS et d'établissement de priorités en la matière; ii) réalisation d'études de faisabilité précédant l'élaboration du projet, afin d'évaluer les effets potentiels et la viabilité économique des propositions (coûts et avantages escomptés); et

⁴ Le CIR est un programme de renforcement des capacités commerciales pour les pays les moins avancés (PMA). Des renseignements complémentaires sont disponibles à l'adresse suivante: <http://www.enhancedif.org/fr/about/how-does-it-work>.

⁵ L'EDIC est la pierre angulaire des activités du CIR dans les PMA s'agissant de l'intégration et de l'incorporation du commerce dans les plans nationaux de développement. L'EDIC constitue la base de toutes les interventions ultérieures et établit les priorités en vue d'accroître les exportations des PMA.

⁶ Voir: http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDF_Briefing_no12_FR.pdf.

⁷ Belize, Éthiopie, Malawi, Mozambique, Namibie, Ouganda, Rwanda, Seychelles, Viet Nam et Zambie.

⁸ Voir: <http://www.standardsfacility.org/prioritizing-sps-investments-market-access-p-ima>.

iii) élaboration de propositions de projet susceptibles d'être financées par d'autres donateurs ou par le STDF.

5.2. Depuis sa création, le STDF a approuvé et financé **74 DEP** au total. Des renseignements concernant les DEP en cours et passés sont disponibles sur le site Web du STDF.⁹ Le Groupe de travail du STDF pourra accepter de financer d'autres dons pour l'élaboration de projets à sa prochaine réunion, qui se tiendra les 20-21 octobre 2016.

6 MISE EN ŒUVRE DES PROJETS

6.1. Des dons pour la réalisation de projets allant jusqu'à 1 million de dollars EU au maximum sont disponibles auprès du STDF. Sont considérés d'un œil favorable les projets mettant l'accent sur un ou plusieurs des aspects suivants: i) l'identification, l'élaboration et la diffusion de bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS, y compris les projets qui conçoivent et appliquent des approches novatrices et reproductibles; ii) les approches régionales pour remédier à des contraintes SPS; et/ou iii) la mise en œuvre d'approches collaboratives englobant la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé animale, la préservation des végétaux et le commerce.

6.2. Les bénéficiaires doivent contribuer au projet avec leurs propres moyens, soit par une mise de fonds, soit par des contributions en nature telles que la mise à disposition de personnel, de locaux, de véhicules ou d'autres avoirs déjà existants.

6.3. Depuis sa création, le STDF a approuvé le financement de **75 projets** au total. Des renseignements concernant les dons pour la réalisation de projets (DRP) en cours et achevés sont disponibles sur le site Web du STDF.¹⁰ Le Groupe de travail du STDF pourra accepter de financer d'autres projets à sa prochaine réunion, qui se tiendra les 20-21 octobre 2016, en fonction des ressources disponibles dans le fonds d'affectation spéciale du STDF.

6.4. L'annexe 1 contient un aperçu des projets du STDF et des DEP en cours. Depuis sa création, le STDF a consacré 64% des ressources destinées aux projets et aux DEP aux PMA et à d'autres pays à faible revenu (APFR), comme le montre la figure 1 ci-dessous. Il atteint donc régulièrement son objectif, qui est de consacrer au moins 40% des ressources destinées aux projets et aux DEP aux PMA et aux APFR. En particulier, la part des ressources destinées aux DEP attribuée aux PMA et aux APFR reste élevée (78% du budget global consacré aux DEP).

Figure 1: Projets du STDF et DEP (\$EU)

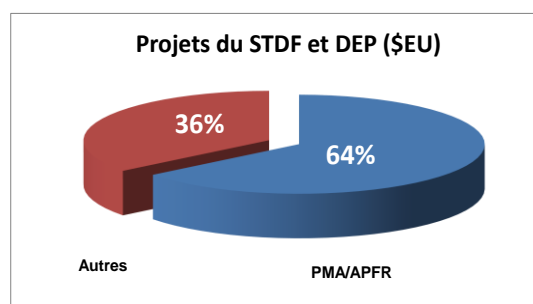
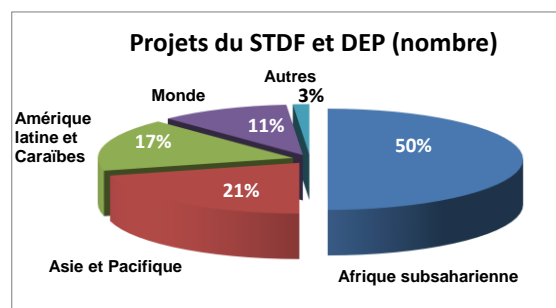


Figure 2: Projets du STDF et DEP (nombre)



6.5. La figure 2 ci-dessus indique que plus de 50% des projets du STDF et de DEP concernent l'Afrique subsaharienne, 21% l'Asie et 17% l'Amérique latine et les Caraïbes. En outre, 11% des projets du STDF et des DEP peuvent être classés comme mondiaux.

6.6. Les demandes de financement par le STDF peuvent être présentées à tout moment de l'année, mais doivent être reçues au moins 60 jours ouvrables avant chaque réunion du Groupe de travail pour pouvoir être examinées à cette réunion. La prochaine date limite pour la présentation des demandes est le **26 décembre 2016**. De plus amples renseignements sur les critères d'admissibilité, les formulaires de candidature, etc., sont disponibles sur le site Web du STDF.

⁹ Voir: <http://www.standardsfacility.org/projectpreparationgrants>.

¹⁰ Voir: <http://www.standardsfacility.org/projectpreparationgrants>.

Étapes qu'il est recommandé de suivre pour demander le financement de projets par le STDF ou de DEP:

1. Consultez nos pages consacrées aux DEP <http://www.standardsfacility.org/projectpreparationgrants> et aux projets <http://www.standardsfacility.org/fr/projectqrants> pour voir des exemples antérieurs.
2. Lisez attentivement notre note d'orientation pour la présentation de demandes: http://standardsfacility.org/sites/default/files/STDFGuidanceNote_French_FINAL_2015.pdf.
3. Consultez les parties prenantes pertinentes de votre pays/région.
4. Envoyez-nous une brève note descriptive sur le projet que vous envisagez (STDFSecretariat@wto.org) pour obtenir en retour des informations sur son admissibilité éventuelle et ses chances de financement.
5. Remplissez un formulaire de candidature ("<http://www.standardsfacility.org/fr/formulaires-de-demande>") et renvoyez-le par voie électronique avant la date limite.

ANNEXE 1

APERÇU DES PROJETS ET DES DONS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS DU STDF EN COURS

PROJETS

Code de projet	Titre	Bénéficiaire	Entité chargée de la mise en œuvre	Date de démarrage	Date d'achèvement	Contribution du STDF (\$EU)
STDF/PG/242	Stratégie visant à renforcer le système SPS aux Comores	Comores	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	17 septembre 2012	15 mars 2017	1 033 673 \$
STDF/PG/303	Étude régionale de l'alimentation totale pour l'Afrique subsaharienne	Bénin, Cameroun, Mali, Nigéria	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	1 ^{er} avril 2014	31 mars 2017	1 063 708 \$
STDF/PG/316	Renforcement du contrôle phytosanitaire et des services de diagnostic en Azerbaïdjan	Azerbaïdjan	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	1 ^{er} septembre 2014	28 février 2017	1 000 000 \$
STDF/PG/321	Renforcement des capacités commerciales des petits crevetticulteurs du Bangladesh	Bangladesh	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	1 ^{er} avril 2012	30 juin 2016 (en attente du rapport final du projet)	568 750 \$
STDF/PG/337	Projet de génération de données sur les résidus de pesticides dans le cadre de l'ASEAN	États membres de l'ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)	1 ^{er} décembre 2012	30 novembre 2016	607 000 \$
STDF/PG/343	Programme de développement de compétences pour la filière de la cannelle à Sri Lanka	Sri Lanka	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	1 ^{er} juillet 2012	30 septembre 2016	630 000 \$
STDF/PG/344	Établissement d'une école virtuelle régionale d'inspection des produits alimentaires en Amérique centrale et en République dominicaine	Amérique centrale, République dominicaine	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)	1 ^{er} juillet 2012	30 juin 2016 (en attente du rapport final du projet)	905 225 \$
STDF/PG/345	Programme pour la sécurité alimentaire humaine et animale en Amérique latine et dans les Caraïbes	Argentine, Brésil, Chili, Costa Rica, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay	Association latino-américaine des fabricants d'aliments pour animaux (FEEDLATINA)	15 février 2014	14 février 2017	991 100 \$
STDF/PG/346	Élimination des obstacles, facilitation des échanges entre les États membres du COMESA	Membres du COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)	1 ^{er} novembre 2014	31 octobre 2017	902 690 \$

Code de projet	Titre	Bénéficiaire	Entité chargée de la mise en œuvre	Date de démarrage	Date d'achèvement	Contribution du STDF (\$EU)
STDF/PG/354	Amélioration de la sécurité sanitaire et de la qualité des fruits et légumes à Sri Lanka	Sri Lanka	Centre du commerce international (ITC)	1 ^{er} mars 2013	30 juin 2016 (en attente du rapport final du projet)	562 484 \$
STDF/PG/359	Projet de génération de données sur les résidus de pesticides pour l'Afrique	Bénin, Cameroun, Ghana, Kenya, Mali, Ouganda, Sénégal, Tanzanie, Zambie	Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine (UA-BIRA)	1 ^{er} mai 2013	30 avril 2017	446 150 \$
STDF/PG/381	CocoaSafe: renforcement des capacités et partage des connaissances dans le domaine SPS pour le secteur du cacao en Asie du Sud-Est	Indonésie, Malaisie, Papouasie-Nouvelle-Guinée	Organisation internationale du cacao (OIC)	1 ^{er} novembre 2013	30 avril 2016 (en attente du rapport final du projet)	604 491 \$
STDF/PG/401	Formation de facilitateurs de l'évaluation des capacités phytosanitaires	Pays en développement	Convention internationale pour la protection des végétaux (FAO-CIPV)	1 ^{er} avril 2014	30 septembre 2016	655 436 \$
STDF/PG/432	Évaluation de l'impact sur le commerce et la protection régionale des végétaux de systèmes d'information simplifiés pour la surveillance et le signalement des organismes nuisibles (pays d'Asie-Pacifique)	Pays d'Asie-Pacifique	Département australien de l'agriculture et des ressources en eau	À déterminer	À déterminer	997 595 \$
STDF/PG/436	Renforcement de la capacité régionale de l'Amérique latine de se conformer aux prescriptions en matière d'exportation pour les pesticides	Bolivie, État plurinational de; Colombie; Costa Rica; El Salvador; Équateur; Guatemala; Honduras; Nicaragua; Panama; Pérou; République dominicaine	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)	1 ^{er} octobre 2013	30 septembre 2016	346 450 \$
STDF/PG/460	Mise en œuvre de la NIMP n° 15	Botswana, Cameroun, Kenya, Mozambique	Institut international d'études sociales (ISS) – Université Erasmus de Rotterdam	1 ^{er} février 2015	31 janvier 2017	285 159 \$
STDF/PG/486	Amélioration de la sécurité sanitaire des aliments et de la conformité aux mesures SPS afin d'accroître les revenus d'exportation de la chaîne de valeur des graines oléagineuses au Myanmar	Myanmar	Centre du commerce international (ITC)	17 août 2015	16 août 2018	736 671 \$

Code de projet	Titre	Bénéficiaire	Entité chargée de la mise en œuvre	Date de démarrage	Date d'achèvement	Contribution du STDF (\$EU)
STDF/PG/489	Assistance technique dans le domaine SPS et en faveur de la chaîne de valeur afin d'améliorer l'accès aux marchés pour les pêcheries artisanales et de petite taille en Afrique de l'Ouest	Côte d'Ivoire, Guinée, Mauritanie, Sénégal	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	1 ^{er} septembre 2015	31 août 2017	910 714 \$
STDF/PG/495	Accréditation des tests de diagnostic en laboratoire pour les maladies animales dans les pays membres de l'OIRSA	Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, République dominicaine	Organisme international régional contre les maladies des plantes et des animaux (OIRSA)	1 ^{er} mars 2016	28 février 2019	793 300 \$
STDF/PG/502	Renforcement régional pour la mise en œuvre des mesures phytosanitaires et l'accès aux marchés dans les pays membres du COSAVE	Argentine; Bolivie, État plurinational de; Brésil; Chili; Paraguay; Pérou; Uruguay	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)	1 ^{er} novembre 2015	31 octobre 2018	985 700 \$
STDF/PG/504	Facilitation du commerce électronique au niveau mondial: renforcer la sûreté du commerce des plantes et des produits d'origine végétale grâce à l'innovation (e-phyto)	Monde	Convention internationale pour la protection des végétaux (FAO-CIPV)	À déterminer	À déterminer	1 000 000 \$
STDF/PG/515	Traçabilité de la filière du miel au Guatemala	Guatemala	Direction de la sécurité sanitaire des produits alimentaires – Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation (MAGA) du Guatemala	15 décembre 2015	14 décembre 2017	45 400 \$

DONS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS (DEP)

Code de projet	Titre	Bénéficiaire	Entité chargée de la mise en œuvre	Date de démarrage	Date d'achèvement	Contribution du STDF (\$EU)
STDF/PPG/375	Élaboration d'un projet pour la mise en place d'une stratégie nationale dans le domaine SPS au Togo	Togo	Antoine Nguz	15 juin 2016	15 décembre 2016	38 000 \$
STDF/PPG/379	Promouvoir la participation effective des États membres de la SADC au Comité SPS de l'OMC	États membres de la SADC	Kevin Walker (consultant)	15 juillet 2013	À approuver	25 000 \$
STDF/PPG/392	Intégration des questions SPS en Sierra Leone: une approche globale de la chaîne alimentaire pour développer le système national de gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires	Sierra Leone	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	1 ^{er} novembre 2013	À approuver	39 000 \$
STDF/PPG/431	Gestion de l'aflatoxine dans le piment au Pakistan	Pakistan	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	1 ^{er} mai 2015	À approuver	34 000 \$
STDF/PPG/435	Renforcement du respect des prescriptions SPS dans la production de sésame au Soudan en vue d'améliorer l'accès aux marchés internationaux	Soudan	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	1 ^{er} juin 2015	À approuver	50 000 \$
STDF/PPG/447	Élaboration d'une proposition de projet pour répondre aux besoins en capacités SPS, en mettant l'accent sur le système national de sécurité sanitaire des produits alimentaires du Tadjikistan	Tadjikistan	Centre du commerce international (ITC)	1 ^{er} octobre 2015	À approuver	40 600 \$
STDF/PPG/453	Renforcement des capacités et simplification des mécanismes d'appui en vue d'harmoniser la certification dans le domaine de l'aquaculture	États membres de l'ASEAN	Réseau des centres d'aquaculture d'Asie et du Pacifique (NACA)	1 ^{er} juin 2014	À approuver	48 000 \$
STDF/PPG/477	Amélioration des capacités sanitaires et facilitation des exportations de bétail et de produits de l'élevage en Éthiopie	Éthiopie	Ministère de l'agriculture, Département du développement de l'élevage, Direction des services vétérinaires	11 mai 2015	À approuver	37 500 \$
STDF/PPG/481	Renforcer les capacités phytosanitaires dans le secteur horticole en Zambie	Zambie	Ruth Frampton (consultant)	1 ^{er} novembre 2015	À approuver	31 380 \$

Code de projet	Titre	Bénéficiaire	Entité chargée de la mise en œuvre	Date de démarrage	Date d'achèvement	Contribution du STDF (\$EU)
STDF/PPG/516	Analyse coût-avantages de la création d'une zone ou d'un compartiment indemne de fièvre aphteuse en Tanzanie	Tanzanie	À déterminer	7 septembre 2016	31 mars 2017	50 000 \$
STDF/PPG/517	Renforcement des capacités dans le secteur des épices indiennes	Inde	À déterminer	À déterminer	À déterminer	35 760 \$
STDF/PPG/534	Élaboration d'une proposition de projet pour développer la traçabilité et l'identification du bétail en Mongolie	Mongolie	À déterminer	4 avril 2016	31 août 2016	49 750 \$
STDF/PPG/535	Répercussions de l'assistance technique axée sur l'exportation dans le domaine SPS sur la situation nationale en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires	Monde	À déterminer	À déterminer	À déterminer	75 000 \$
STDF/PPG/539	Élaboration d'un projet de système de classification en matière de biosécurité et d'enregistrement des laboratoires SPS au Guatemala	Guatemala	À déterminer	À déterminer	À déterminer	49 812 \$
STDF/PPG/550	Étude de faisabilité concernant la création d'un compartiment pour la production de viande fraîche au Zimbabwe	Zimbabwe	À déterminer	16 septembre 2016	31 mars 2017	48 000 \$
STDF/PPG/553	Formation de producteurs de café et de cacao modèles en Papouasie-Nouvelle-Guinée en vue de l'adoption des bonnes pratiques agricoles et du respect des prescriptions SPS, afin de stimuler le commerce	Papouasie-Nouvelle-Guinée	À déterminer	À déterminer	À déterminer	30 560 \$